

12 Economie & Finance

Même agile, l'économie suisse est mal prise par

PANDÉMIE Habitues aux crises, les entreprises helvétiques ont à chaque fois su rebondir. Mais face à un choc d'une nature et d'une ampleur de la durée des restrictions et de l'aide étatique

RACHEL RICHTERICH
@RRichterich

La crise, elle connaît. Dans son histoire récente, l'économie suisse y a survécu à trois reprises. Face à la grande récession mondiale de 2008, brusquement privées de demande, les entreprises helvétiques ont tenu bon – l'intervention des banques centrales a notamment rétabli la disponibilité du crédit pour l'économie réelle, contribuant à la relance des investissements. Les deux chocs successifs du franc, en 2011 et en 2015, qui n'ont cette fois pas affecté la demande, mais leurs marges, les ont poussées notamment à diminuer leurs coûts en réduisant leurs effectifs et à diversifier leurs marchés.

«L'économie suisse a l'avantage de bénéficier d'un tissu dense d'entrepreneurs fortement impliqués dans la marche des affaires. Soit parce qu'ils sont aux commandes de leur propre entreprise, soit parce qu'ils pilotent une société restée majoritairement en mains de la famille fondatrice», observe Marc Possa, investisseur spécialisé dans les cotations suisses.

De la demande, mais pas de production

Cette fois, le choc diffère des précédents de par son ampleur. Jeudi dernier, le Seco a émis deux prévisions, selon deux scénarios: en 2020, une chute du PIB de -7% est envisagée. Elle pourrait même atteindre -10%. Mais le défi se distingue également par sa nature totalement inédite. «La demande existe, mais elle ne peut tout simplement pas être satisfaite», constate Claude Maurer, responsable des analyses conjoncturelles chez Credit Suisse. Ce en raison des fermetures imposées par les gouvernements. En d'autres termes, ménages et entreprises

auraient la capacité de consommer, contrairement à la récession de 2009, mais ne peuvent techniquement pas le faire. Et personne n'est en mesure de prévoir la reprise des activités.

Cela se traduit par une chute brutale de la production et des commandes dans l'industrie, selon l'indice PMI publié début avril, qui reflète le sentiment des directeurs d'achat du secteur: les baisses sont de respectivement 14,6 et 12,8 points, à 34,5 et 32,8 points, tandis que le seuil de croissance est de 50 points. Activité au plus bas aussi du côté des services (22,4 points), secteur qui représente trois quarts des emplois en Suisse, englobant notamment la restauration, le tourisme et l'événementiel.

-7%
En 2020, une chute du PIB de -7% est envisagée par le Seco. La baisse pourrait même atteindre -10%.

Dans ce contexte, l'économie suisse pourra-t-elle une fois de plus compter sur sa solidité historique et rebondir? Elle qui présentait déjà quelques signes de faiblesse avant la crise sanitaire, en raison du ralentissement lié à la guerre commerciale entre Washington et Pékin. En particulier l'industrie des machines (MEM), dont 80% des ventes sont réalisées à l'étranger. «Près d'un tiers des entreprises de la branche affichent une rentabilité insuffisante, soit négative, soit avec une marge opérationnelle inférieure à 5%», pointe Hans Hess, président de la fédération Swissmem.

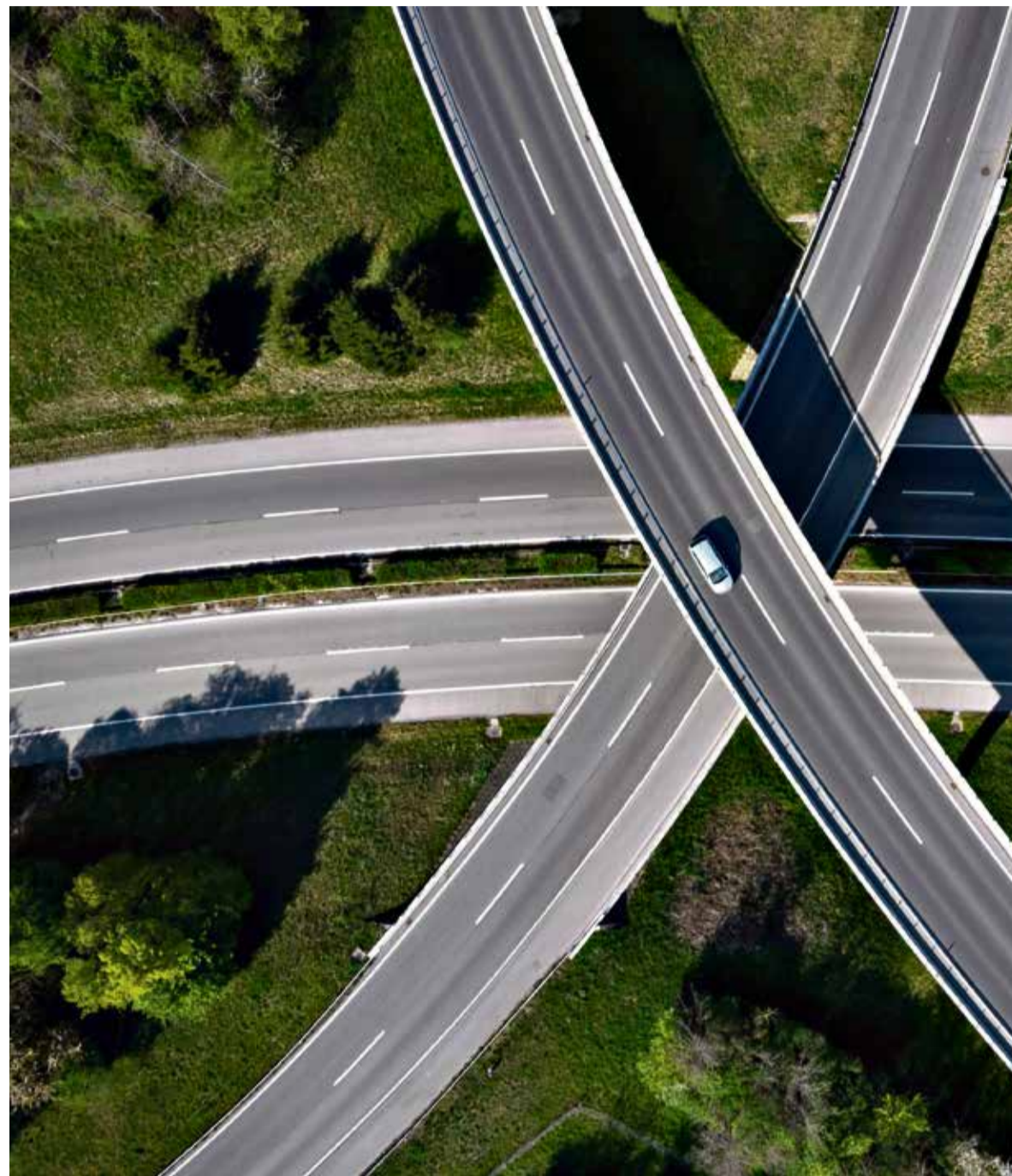
Il relève en outre le faible niveau de réserves pour nombre d'entre elles. Un problème qui s'étend à d'autres secteurs: «Découragées par les taux négatifs appliqués à l'épargne, certaines sociétés ont constitué peu de trésorerie», fait remarquer Marc Possa.

Peu de marge de manœuvre

Le rebond dépendra donc de la durée des restrictions et de l'aide étatique, s'accordent à dire les observateurs. «Les entreprises ont beau être solvables, flexibles, elles sont aujourd'hui dans l'impossibilité de produire et donc de générer des revenus», souligne Jean-Pierre Danthine, ex-numéro deux de la Banque nationale suisse, aujourd'hui à la tête du Centre de compétences E4S (EPFL, Unil et IMD). «Leurs coûts fixes ne sont que partiellement compensés par le chômage partiel. Et si les crédits-relais cautionnés par la Confédération constituent un apport en liquidités salubre dans l'immédiat, ils génèrent de l'endettement à terme», relève son collègue Dominic Rohner, qui plaide pour un subventionnement, défini au cas par cas.

Une aide qui doit leur parvenir vite, pour éviter les faillites et ainsi préserver l'emploi. D'autant que les tensions sur le marché du travail se concrétisent, avec 26000 nouveaux chômeurs inscrits depuis mi-mars, selon un pointage effectué par le Seco le 2 avril.

Reste un facteur clé, sur lequel la Suisse n'a que peu d'emprise: «En tant que petite économie ouverte, elle dépend fortement de ses marchés extérieurs», rappelle Jean-Pierre Danthine. Dès lors, sa solidité dépendra beaucoup de la capacité de ses principaux débouchés – Europe, Etats-Unis et Asie – à se maintenir à flot. ■



Les paralysies vont produire des effets dévastateurs sur l'économie. Mais nul ne sait vraiment à quel point, et pour combien de temps. En se préparent à être mieux armées pour l'après-Covid-19. (FABRICE COFFRINI/AFP)

Felco se rapproche des jardiniers en herbe

SÉCATEURS La situation actuelle force le fabricant neuchâtelois à recourir au chômage partiel et à serrer les dents. Mais elle constitue aussi une occasion unique, souligne son patron, d'accélérer certains projets de développement

SERVAN PECA
@servanpeca

Du pragmatisme, mais surtout un timing ni trop précoce ni trop tardif. Christophe Nicolet salue la stratégie du Conseil fédéral pour lutter contre l'épidémie. Comme bien d'autres avant lui. Sauf que le patron de Felco s'est retrouvé dans une situation un peu similaire, début mars.

«D'un point de vue privé et professionnel, j'ai déjà vécu une telle situation.» En 2003, lorsque le SRAS frappe l'Asie, lui est en poste en Malaisie. Alors cette fois-ci, il a anticipé. Quitte à brusquer un peu ses troupes. Début mars déjà, il les réunissait. «J'avais un ton assez militaire, les gens ne prenaient pas encore cette menace au sérieux.» Il n'empêche, le fabricant neuchâtelois de sécateurs a pris une ou deux semaines d'avance sur la progression de l'épidémie. Création d'une task force de dix personnes, mesures d'hygiène et de distanciation, instauration d'une rotation entre les deux équipes de production, stratégie de communication interne et externe...

Cela n'a toutefois pas empêché Felco de recourir au chômage partiel à partir de début avril. Si les équipes de relations avec la clientèle ou de développement travaillent à 50%, la production, elle, est arrêtée. Comme une sorte de pouls de la pandémie, Felco a vu la demande chuter brutalement en Italie, en France, en Espagne, en Suisse, puis désormais aux Etats-Unis. Christophe Nicolet note à ce sujet qu'au Japon, en Corée du Sud ou en Chine, des commandes réapparaissent peu à peu.

«Ce que l'on perd aujourd'hui, on ne le rattrapera pas»

CHRISTOPHE NICOLET, PATRON DE FELCO

L'automne est la saison la plus propice pour les ventes aux arboriculteurs ou aux vignerons – pour la coupe d'hiver. Mais le printemps est évidemment celle des privés, que les sécateurs de Felco atteignent via les jardinerie ou les pépiniéristes. «Ce que l'on perd aujourd'hui, on ne le rattrapera pas», résume Christophe Nicolet.

D'un point de vue financier, l'entreprise peut voir venir jusqu'en mai. Felco n'a pas

demandé de prêt-relais. Même si le tout premier impératif, c'est la gestion de la trésorerie, confirme le patron. Par exemple: s'assurer du paiement des dernières livraisons, quitte à échelonner les factures. Ou utiliser la couverture contre les risques à l'exportation, pour certaines nouvelles commandes.

Marketing numérique et e-commerce

D'un point de vue stratégique, «on est forcés de redéfinir nos vraies priorités». Rationaliser? Avec un euro à 1,06 franc et un dollar à 97 centimes, difficile de faire davantage que ce qui a été entrepris depuis 2015. Certains projets ont certes été suspendus. Mais d'autres ont été accélérés. C'est par exemple le cas de la volonté de Felco de se rapprocher des consommateurs. De faire davantage de B to C, notamment grâce à des investissements dans l'e-commerce et dans un marketing numérique axé sur les ménages et les privés.

Christophe Nicolet ne sait évidemment pas quand la normalité reprendra son cours. Mais il sait déjà que le redémarrage sera progressif. Et différent. «Nous avons tous beaucoup à apprendre de cette période, conclut-il. J'avais déjà vu, et je la revois aujourd'hui avec mes équipes, cette capacité de l'être humain, lorsqu'il est au pied du mur, à se réinventer. Cette crise sera un élément fondateur, commun à tous.» ■

«La demande a plus que décuplé»

SANTÉ Certaines entreprises réagissent en adaptant leur modèle d'affaires. Medela, connue pour ses tire-laits, concentre son énergie sur des systèmes de drainage thoracique très recherchés pour traiter les malades qui ont été intubés, indique sa directrice Annette Brùls



ANNETTE BRÛLS
DIRECTRICE
GÉNÉRALE
DE MEDELA

«Il a fallu embaucher du personnel tout en veillant à ce qu'ils soient formés et supervisés par nos collaborateurs expérimentés»

dans les salles d'opération pour l'aspiration de diverses sécrétions.

Or, dans le cadre de la pandémie actuelle, ils se sont avérés essentiels pour l'aspiration du mucus présent dans les poumons des patients atteints de Covid-19 qui ont été intubés. Ces appareils sont mobiles, ce qui permet d'éviter l'utilisation des systèmes centraux d'aspiration des hôpitaux (dans les murs), écartant le risque de contamination. Cela permet en outre une utilisation dans les hôpitaux provisoires. Raison pour laquelle la demande a plus que décuplé ces dernières

semaines. Nous avons, dans l'immediat, pu tripler nos capacités de production et cherchons à les accroître encore.

Qu'est-ce que cela implique comme transformations? Nous avons introduit un système de tournus par équipes pour pouvoir prolonger nos horaires de production. Il nous a fallu embaucher du personnel tout en veillant à ce qu'ils soient formés et supervisés par nos collaborateurs expérimentés. Nous avons aussi sollicité une partie de notre main-d'œuvre dédiée aux tire-laits. En tout, il a fallu trois semaines pour que tout soit opérationnel. Mais notre principal obstacle reste l'accès aux composants, pour lesquels nous sommes en contact permanent avec nos fournisseurs. Une équipe de 12 personnes y travaille à plein temps. A l'avenir, nous veillerons à diversifier encore plus nos fournisseurs.

Cela vous permet-il de vous maintenir à flot pendant cette crise? Pour l'instant, cela représente surtout des coûts, que nous assumons volontiers pour apporter notre aide. Mais nous sommes, dans l'ensemble, bien positionnés. A terme, la demande pour ce type de dispositifs mobiles pourrait s'accroître. Pas au niveau extraordinaire actuel, mais il y aura sans doute une prise de conscience sur la nécessité de pouvoir réagir vite et avec beaucoup de flexibilité aux défis sanitaires. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR R. R.

INTERVIEW

Dans quelles circonstances l'entreprise a-t-elle pris la décision de renforcer la production de ces systèmes d'aspiration? Nous produisons ces dispositifs depuis les années 1980, mais ils ne représentent que 10% de nos activités. Ils sont utilisés

la crise du coronavirus

inédites, qui les prive de leur capacité de produire, leur sort dépendra

Dans le flou, les multinationales étrangères sont un atout

COMPÉTITIVITÉ Il n'y a pas que des sociétés boîtes aux lettres ou des sièges en Suisse. Les entreprises étrangères, même si elles sont moins nombreuses à s'y installer, possèdent aussi des sites de production. Elles consolident ainsi le tissu économique du pays

RAM ETWAREEA
@rametwareea

Lorsque Google s'est installé à Zurich en 2004, le groupe californien y comptait deux collaborateurs. A la fin de 2019, 4000. Ce nombre passera à 5000, lorsque la construction de deux immeubles sera achevée à la fin de cette année. Pour Denise Laufer, membre de la direction de SwissHoldings, l'organisation faitière des multinationales installées en Suisse, le géant technologique américain est l'exemple type d'entreprise étrangère qui participe pleinement à la consolidation du tissu économique de la Suisse. «Elle investit, apporte du savoir-faire, développe l'innovation, crée des emplois, s'approvisionne auprès des PME de la place, collabore avec nos universités et écoles polytechniques fédérales et paie des impôts.»

Selon l'étude «Switzerland Wake up – Reinforcing Switzerland's Attractiveness to Multinationals» publiée en avril 2019, les multinationales ont créé 6100 emplois directs et 11200 indirects en Suisse, entre 2009 et 2018. «Il est difficile de prévoir comment elles seront affectées

Pour Economiesuisse, les multinationales permettent de diversifier le tissu économique suisse et renforcent sa vivacité

par le Covid-19 dans la mesure où elles font partie de la chaîne de production internationale, poursuit Denise Laufer. Mais le fait qu'elles opèrent dans des niches leur offre une certaine protection en cas de crise.»

Pour Cristina Gaggini, directrice de la section romande de l'organisation patronale Economiesuisse, les multinationales permettent de diversifier le tissu économique suisse et renforcent sa vivacité. Elles jouent aussi un rôle déterminant pour renforcer l'attractivité de la place économique suisse.

Incertitudes fiscales et concurrence étrangère

Néanmoins, force est de constater que le nombre de multinationales qui frappent à nos portes est en baisse. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. A commencer par l'incertitude qui a prévalu ces dernières années en matière de fiscalité des entreprises. Ensuite, d'autres places plus compétitives, Singapour par exemple, offrent des conditions plus alléchantes. Cristina Gaggini fait remarquer que la Suisse reste tout de même attractive pour plusieurs raisons: droit du travail flexible, bonne qualité de la main-d'œuvre, grande interaction avec les hautes écoles et stabilité politique confirmée, même si le système de démocratie directe décourage quelques investisseurs.

Pour Arnaud Bürgin, secrétaire général du Groupement des entreprises internationales (90 membres principalement dans l'Arc lémanique), la Suisse accueille certes plusieurs sièges de multinationales ou des sociétés boîtes aux lettres, mais elle compte aussi des centaines d'entreprises de services (négoce, banque, recherche) ainsi que des sites de production. «Les entreprises qui fabriquent des médicaments ou de la technologie médicale par exemple participent tant à créer de la valeur ajoutée qu'à renforcer notre propre industrie pharmaceutique», souligne-t-il. ■

Le pire scénario depuis la Grande Dépression

CONJONCTURE Selon le FMI, le PIB mondial reculera de 3% en 2020. Pour les pays industrialisés, la chute est encore plus brutale, à 6,1%. Les conséquences sur le commerce, l'emploi et l'investissement se font gravement ressentir dans le monde

Les signes avant-coureurs se manifestaient clairement depuis quelques semaines déjà. A présent, les prévisions conjoncturelles du Fonds monétaire international (FMI) rendues publiques mardi confirment une forte contraction de l'activité en 2020. Le produit intérieur brut (PIB) mondial, +2,9% en 2019 par rapport à l'année précédente, reculera de 3% cette année. «Nous vivons la pire crise économique depuis la Grande Dépression des années 1930», affirme sa cheffe économiste, Gita Gopinath.

Dans les détails, la croissance sera négative dans les pays industrialisés à hauteur de 6,1% en 2020. Aux Etats-Unis, le recul sera de 5,9% et dans la zone euro de 7,5%. L'Italie, le premier pays frappé en Europe, paiera le prix le plus fort: -9,1%.

Selon le FMI, le PIB de la Suisse passera de 0,9% en 2019 à -6% cette année. A mi-mars, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) s'attendait à une contraction de 1,5%. Un chiffre qu'il a remonté la semaine passée à 7%, voire 10% dans un second scénario plus pessimiste.

Le ralentissement sera tout aussi spectaculaire en Chine (1,2% cette année contre 6,1% en 2019), en Inde (1,9% contre 4,2% en 2019) et au Brésil (-5,2% contre 1,1% en 2019).

Ces prévisions, souligne le FMI, reflètent la situation du jour, qui est marquée par une paralysie de la plus grande partie de l'activité mondiale par

le Covid-19. Elles partent d'un scénario optimiste où la pandémie sera sous contrôle dans la deuxième partie de l'année, ce qui atténuera son impact négatif au premier semestre. Dans une telle perspective, la croissance mondiale décollera l'année prochaine et atteindra 5,8%. Aux Etats-Unis comme dans la zone euro, elle sera à 4,7%. La Suisse renouera aussi avec la croissance à 3,8%. Côté pays émergents, elle atteindra 8,5% en Chine, 7,4% en Inde et 2,9% au Brésil.

+3,8%

En 2021, la Suisse renouera avec la croissance grâce à une hausse de son PIB de 3,8%, prévoit le FMI.

«Les raisons d'être optimiste sont nombreuses, encourage Gita Gopinath. D'ici là, le respect de la distance sociale, la découverte de vaccins ainsi que les soutiens budgétaires des Etats – 8000 milliards de dollars au total – et les mesures monétaires des banques centrales auront soulagé les économies.» La cheffe économiste du FMI rappelle qu'en 1930, il n'y avait pas de réactions coordonnées au niveau global et encore moins d'institutions multilatérales pour aider les Etats en difficulté.

L'année 2020 avait pourtant bien commencé. Le FMI s'attendait à une croissance positive et soutenue pour la grande majorité de ses membres. A présent, la situation s'est inversée pour ses 170 membres. A ce stade, le commerce du détail, l'hôtel-

lerie et le tourisme ainsi que le transport connaissent le plus grand désastre. Côté manufacturier, l'automobile est paralysée notamment à cause de la rupture des chaînes de valeurs mondiales.

C'est sur le plan des échanges commerciaux mondiaux que la crise est la plus visible. L'Organisation mondiale du Commerce (OMC) prévoit un effondrement entre 13 et 32% en 2020. La chute concerne d'abord l'offre, résultat de la rupture de la chaîne d'approvisionnement, de la fermeture des ports et des aéroports ainsi que des mesures protectionnistes, certains pays interdisant l'exportation de certains produits. La crise est aussi celle de la demande, tant de la part de ménages que d'industriels.

Pertes d'emplois par millions

Corollaire aux échanges, la crise a porté un sale coup à l'emploi. Ce mardi, la fabricant chinois d'électroménager Hisense a licencié 10000 de ses 80000 collaborateurs. Aux Etats-Unis, les licenciements sont aussi massifs. En trois semaines, 16,7 millions de travailleurs y ont perdu leur place de travail, un phénomène inédit. La pandémie pourrait faire monter le taux de chômage américain à 15% à la fin du mois. En décembre, il était de 3,6%. Selon l'OIT, le Covid-19 a forcé 2,7 milliards de travailleurs, soit 81% de l'ensemble de la population active, au chômage ou au chômage partiel.

Du côté de la Cnucead, qui traque le mouvement des capitaux, c'est aussi la déprime. Au début de l'année, elle avait prévu que 2020 serait plutôt stable, avec une éventuelle hausse de 5%. Dans ses dernières prévisions faites début mars, elle estime une chute de 5 à 15% sur l'année. ■ R. E.

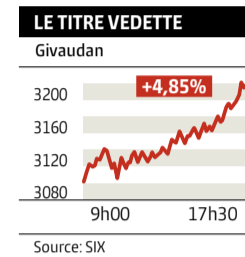
PROPOSÉ PAR BCGE

Soutenu par les poids lourds

BOURSE Au lendemain du long week-end de Pâques, la bourse suisse a démarré la séance en hausse de 0,58% à 9507,46 points, confirmant ses prédispositions positives, portée par des prémices d'accalmie sur le front de la pandémie dans certains des pays les plus touchés. Les indications préalables en provenance de Wall Street étaient contrastées. Le Dow Jones a reculé de 1,39% à 23390,70 points, alors que le Nasdaq gagnait 0,48% à 8192,42 points. Dans la matinée, le Nikkei s'est apprécié de 3,13% à 19638,81 points. Le SMI a clôturé en hausse de 0,91% à 9538,61 points et le SPI de 1,10% à 11688,52 points. Les poids lourds de la cote ont soutenu l'indice avec malgré tout un écart notable entre Roche (+2,02% à 314,95 francs)

et Novartis (+0,83% à 82,80 francs). Nestlé a évolué dans la tendance avec une hausse de 1,21% à 103,46 francs. En revanche, les bancaires Credit Suisse (-2,51% à 8,402 francs) et UBS (-2,03% à 9,48 francs) se sont affaiblies, impactées par les réductions d'objectifs de cours de la part de Barclays. Julius Baer (-0,84% à 35,31 francs) prévoit de

suivre l'exemple de ses consœurs, en échelonnant le versement de son dividende au titre de 2019. Kepler Cheuvreux a baissé son objectif de cours sur Swiss Life (-0,91% à 339,40 francs) et confirmé sa recommandation d'achat sur le titre. Les analystes ont déclassé le secteur de l'assurance car ils ont adopté une position plus défensive. Cette décision a été prise avant que l'autorité européenne des assurances n'ait incité les acteurs de la branche à suspendre le versement des dividendes et les rachats d'actions. D'autres mauvaises nouvelles sont attendues. Pour Zurich Insurance (-0,09% à 319,10 francs), l'objectif a été réduit et la recommandation confirmée à «garder». Au SLL, le développeur de logiciels bancaires Temenos (+1,78% à 120 francs) a été sous pression avant de se reprendre et de gagner du terrain. La société a annoncé une nette baisse des revenus des licences au premier trimestre 2020. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS



CHARTÉ ÉDITORIALE www.letemps.ch/parteneriats

MAIS ENCORE

Chute des revenus des compagnies aériennes en 2020

L'Association internationale du transport aérien (IATA) a chiffré mardi à 314 milliards de dollars la baisse du chiffre d'affaires des compagnies aériennes en 2020 en raison de la crise du coronavirus, soit une chute de 55% par rapport à 2019. AFP

Le Royaume-Uni menacé d'une récession inédite

Une récession historique de -13% menace le Royaume-Uni en raison de la pandémie de coronavirus, averti mardi l'Office for Budget Responsibility, au moment où le gouvernement britannique s'apprête à prolonger le confinement, sans stratégie de sortie pour l'instant. AFP

EN BREF

Les caisses de pension ont essuyé des rendements négatifs en mars

Les caisses de pension suisses ont essuyé une performance négative en mars. Les turbulences sur les marchés financiers, qui s'inquiètent de la situation liée à l'épidémie de coronavirus, ont pesé sur le rendement des actifs, a indiqué mardi UBS dans son relevé mensuel sur la performance des caisses de pension suisses. Après déduction des frais, la performance mensuelle s'est inscrite en zone rouge, à -5,61%. Sur les 70 établissements de prévoyance étudiés, aucun n'a inscrit une performance positive, précise la banque mardi dans un communiqué. Le meilleur résultat, -2,67%, a été enregistré par une grande caisse de pension tandis que le plus mauvais, -10,74%, a été enregistré par une petite caisse. La performance des actions étrangères, -14,53%, n'avait pas été aussi mauvaise depuis la crise financière de 2008. AWP

